

NOUVELLES SAHRAOUIES

TERRITOIRES OCCUPES ET EXIL



COMBIEN DE TEMPS ENCORE ?

NOUVELLES BREVES

07.06.2004

Message à George W. Bush

Mohamed Abdelaziz a adressé un message au président américain pour exprimer le point de vue sahraoui face à la reconnaissance, par le Gouvernement des USA, du Maroc comme allié majeur en dehors de l'OTAN. Il l'a exhorté à convaincre le Maroc de se soumettre à la légalité internationale.

08.06

Aide humanitaire

Le ministre des Affaires étrangères espagnol a déclaré que son gouvernement va doubler l'aide humanitaire aux réfugiés sahraouis. Même déclaration du responsable canarien pour l'Extérieur qui affirme que plus de 30% de l'aide destinée à l'Afrique va au peuple sahraoui.

21-23.06

Libération de 100 prisonniers de guerre marocains

Le Front Polisario libère à nouveau 100 prisonniers de guerre marocains à la demande de la République d'Irlande qui préside actuellement l'Union européenne et qui avait reçu des émissaires du Front Polisario en avril dernier ainsi que du gouvernement espagnol, qui avait dépêché récemment une délégation de haut rang dans les campements. Cette libération coïncide avec la visite dans ces mêmes campements du vice-ministre irlandais de la coopération et des droits de l'homme. Le CICR a procédé au rapatriement de ces prisonniers le 23 juin.

30.06

Campagne anti recherche pétrolière

Une dizaine d'ONG des Pays-Bas, de Grande Bretagne, France, Norvège, Belgique, Espagne, Allemagne, Italie, Portugal, Australie et Suisse ont lancé une nouvelle campagne contre le pillage des hydrocarbures au Sahara

Occidental. Dans une lettre adressée aux entreprises Fugro N.V., Robertson Research International et Fulgro SI limited, ils demandent des précisions sur leurs activités dans le domaine de la recherche pétrolière sur le territoire du Sahara Occidental et les accusent d'être complices de l'occupation illégale de ce territoire.

07-08.07

Visite du roi du Maroc à Washington

Selon le porte-parole de la Maison Blanche, Mohammed VI et le président George W. Bush «ont convenu de la nécessité de résoudre le problème du Sahara le plus tôt possible d'une façon qui renforce au mieux la sécurité et la prospérité des peuples du Maroc, de l'Algérie et de la Mauritanie.

Le porte-parole a précisé que le président Bush et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères avaient insisté, lors de leur entretien avec Mohammed VI, pour que le Maroc améliore ses relations avec l'Algérie. Powell a en outre exprimé l'engagement des USA à travailler avec les Nations Unies et les parties au conflit, le Maroc, l'Algérie, le Front Polisario et la Mauritanie, dans le cadre du plan Baker.

27.07

Médiation de l'ONU

Selon un communiqué de la MINURSO, le Péruvien Alvaro de Soto, nouveau représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour le Sahara Occidental, successeur de James Baker (voir page 7) se trouve à El Ayoun depuis début juillet. Après s'être longuement entretenu avec Washington, Paris et Madrid, il souhaite, dans le cadre de son nouveau mandat, lancer des consultations avec le Maroc et le Front Polisario avant la fin du mois d'août. Il effectue, à partir du 5 août, une visite de prospection auprès des responsables du Front Polisario dans les camps sahraouis.

29.07

Aide humanitaire espagnole

«Le gouvernement espagnol va consacrer 3,1 millions d'euros en 2004 pour subvenir aux besoins et améliorer les conditions de vie des réfugiés sahraouis dans les différents camps en Algérie «affirme le gouvernement socialiste qui souligne que ce chiffre est en hausse de 44% par rapport à celui de 2003 lorsque l'Espagne était dirigée par le parti populaire. 1,7 million sera consacré à l'aide humanitaire, 1,39 à des programmes sociaux mis en place par les ONG sur le terrain et 91'000 euros pour des bourses d'études.

Le communiqué rappelle que parallèlement à l'aide de l'Etat, les régions espagnoles aident également le peuple sahraoui: en 2002 elles ont apporté 8 millions d'euros en aide humanitaire.

30.07

Le Maroc persiste et signe

Lors de son discours de la fête du trône, le roi du Maroc a déclaré: «La première des priorités pour le Maroc demeurera l'aboutissement à une solution politique définitive et mutuellement acceptable au conflit artificiel créé autour de la question de notre Sahara. A cette fin, nous ne ménagerons aucun effort, de concert avec l'Organisation des Nations Unies, les pays voisins et les autres partenaires du Maroc, pour parvenir à cet objectif, en assurant à nos provinces sahariennes de larges prérogatives pour une gestion démocratique de leurs affaires régionales, dans le cadre du respect de la souveraineté du royaume, de son unité nationale, de son intégrité territoriale, de ses valeurs fondatrices et de ses constantes.»

Rappelons que, dans une interview accordée au quotidien français Le Figaro, le 4 septembre 2001, Mohamed VI avait prétendu: «J'ai réglé la question du Sahara qui nous empoisonnait depuis 25 ans...»

31.07

Victimes sahraouies

L'instance «équité et réconciliation», mise en place par le roi du Maroc pour faire la lumière sur les années de plomb et accorder des indemnisations aux victimes, a nommé, il y a 3 mois à El Ayoun une commission de 3 membres qui a rencontré les victimes sahraouies et leurs représentants, sans pouvoir donner suite à leurs requêtes. L'IER est submergée de demandes et ne sait plus où donner de la tête, d'autant que sa marge de manœuvre est limitée. Les victimes sahraouies des années de plomb sont pour la plupart d'anciens détenus des bagnes secrets de Kellat M'Gouna et Agdz. Elles seraient au nombre de 374 selon des sources marocaines.

10.08

Report

Le représentant spécial pour le Sahara Occidental, Alvaro de Soto, a remis à la première semaine de septembre ses réunions prévues avec les responsables marocains et sahraouis.

11.08

Réactions de Mohamed Abdelaziz

Dans une interview au quotidien algérien El Watan, le président sahraoui a exprimé son «indignation par rapport à la position de la France qui, en soutenant la vision marocaine, essaie d'imposer le fait accompli colonial marocain sur le Sahara Occidental».

Sur l'Espagne: «Jusqu'à maintenant, la position espagnole est encore empreinte de confusion: un jour les Espagnols disent oui au plan Baker mais ajusté, et un autre jour ils se disent favorable à un dialogue algéro-marocain. L'Espagne fait un pas en avant et deux en arrière. «Le plan Baker» ne peut être discuté à nouveau» et doit être mis en application «sans changement». Ce plan» est un tout et ne peut être discuté à nouveau. Si on l'ouvre, il n'en restera rien, il deviendra autre chose. Nous sommes fermes pour la mise en application du plan Baker sans changement.



22.08

Ainsi va la vie...

Violences policières à El Ayoun occupé
Des policiers en civil et ivres sont entrés de nuit dans la maison d'un ex-prisonnier politique sahraoui. Il avait été emprisonné 3 mois pour avoir tenté de rejoindre les rangs du Polisario. Les famille s'est opposée à une nouvelle arrestation, de telle sorte que les policiers ont été contraints d'appeler des renforts. La famille a été maltraitée, frappée, torturée et insultée. Ces incidents ont dégénéré en affrontement contre les policiers avec un grand nombre de voisins accourus sur place.

23.08

Ainsi va la vie (suite)...

Arrestation et jugement sommaire

Un Sahraoui de 22 ans a remplacé de nuit le drapeau marocain par un drapeau sahraoui dans la cité d'Eskeikima. Il a été immédiatement arrêté avec brutalité par des policiers en civil avant même d'être emmené au poste de police où il a été soumis durant 72 heures à toutes sortes de tortures: brûlures de cigarettes, coups sur toutes les parties du corps, etc. Il a été contraint de signer un dossier «préfabriqué» d'aveux avant d'être transféré à la Prison Noire d'El Ayoun. Le 23, au cours d'un jugement sommaire, en l'absence de son avocat et de sa famille, il a été condamné à 8

mois de prison et à une amende de 5'000 dirham. Motif: atteintes aux principes sacrés de l'Etat et bagarre avec les forces de l'ordre.

Sa mère a tenté de déposer une plainte auprès du procureur général de la ville d'El Ayoun, protestant contre les conditions d'arrestation de son fils et les tortures subies. Le procureur a refusé d'enregistrer la plainte. La famille va faire recours contre le jugement

28.08

Ainsi va la vie (suite)...

Activistes sahraouis

Goulimine, ville du sud du Maroc à forte population sahraouie, a été le théâtre d'une action-éclair d'indépendantistes sahraouis.

Lorsque tôt le matin, les premiers habitants se sont rendus au souk (marché) hebdomadaire qui a lieu chaque samedi depuis toujours, qui est un lieu de rencontre et où la population de la région s'approvisionne en légumes vivres et où se vendent également les chameaux et les chèvres, ils se sont trouvés face à une décoration inhabituelle: partout dans le souk flottaient des drapeaux de la RASD.

Les autorités locales sont rapidement intervenues pour ramasser ces drapeaux et empêcher d'autres habitants d'accéder à ce lieu. Après cette opération, un barrage de police a été érigé à l'entrée du souk pour fouiller les habitants qui s'y rendaient et surtout les jeunes.



REBONDISSEMENTS

Comme annoncé dans notre dernier bulletin, la période estivale aura été riche en activités et rebondissements diplomatiques.

Début juin, l'ONU annonce la démission-surprise de James Baker, l'Envoyé personnel du Secrétaire général des Nations unies pour le Sahara Occidental, nommé en mars 1997 par Kofi Annan pour sortir le premier plan de paix de l'impasse. Comme Baker le dit dans une interview à la chaîne américaine PBS le 18 août, il «a fait tout ce qu'il pouvait», mais la mauvaise foi et la duplicité marocaines ont eu raison de sa patience.

Le Maroc avait accepté le plan onusien, puis, une fois les votants désignés, refusait le référendum. Baker ajoute qu'il a travaillé dur et bénévolement, pendant sept ans, pour trouver une solution d'autonomie convenant au Maroc et qui respecterait les principes de l'ONU (quelle acrobatie!). Ses efforts avaient abouti aux Accords de Houston, puis aux Protocoles sur l'identification, qui ont permis la définition de l'électorat. Suite à la volte-face marocaine, il présentait en juin 2001 son Projet d'accord-cadre, appelé Plan Baker I, remanié pour être soumis deux ans plus tard aux parties sous l'appellation de «Plan de paix pour l'autodétermination du peuple du Sahara occidental», ou Plan Baker II. Ce dernier, accepté en juillet 2003 par le Front Polisario comme base de discussion, a été entériné par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1541 du 29.04.04. Il a été rejeté par le Maroc, car, comme le dit Baker, «même avec un corps électoral taillé sur mesure (tous les habitants du Sahara Occidental pouvaient voter), les Marocains craignaient de ne pas gagner la votation...» Pourtant, comme Baker le déclare encore, «le Maroc a tout intérêt à faire des concessions, sinon il n'obtiendra jamais la reconnaissance internationale de son occupation du Sahara Occidental». Le

départ du diplomate américain, regretté par la partie sahraouie et considéré comme un sévère revers aux efforts de l'ONU, a été applaudi au Maroc. Son mandat a été transmis provisoirement au Représentant spécial pour le Sahara, le diplomate péruvien Alvaro de Soto.



Ping-pong diplomatique

Le gouvernement espagnol, dès son accession au pouvoir, annonce un «nouveau plan» pour résoudre «en six mois» le problème du Sahara Occidental. L'Espagne veut s'allier à la France, principal soutien du Maroc, et convoquer une conférence internationale. Sur fond de peur d'attentats terroristes marocains en Espagne, elle met en question le référendum: «En ce moment, un référendum sans une solution politique pourrait nous conduire vers une situation de crise généralisée en Afrique du Nord», affirme début juillet le ministre espagnol des Affaires étrangères, Moratinos. Le président du gouvernement Zapatero se rend à la mi-juillet à Alger, où il estime que le plan Baker n'est plus l'unique solution au problème. Inutile de dire que le Front Polisario a énergiquement protesté, à plusieurs occasions tout au long de l'été, contre cette nouvelle trahison du gouvernement espagnol.



En mai, des responsables marocains se déplacent en Espagne, pour se rendre ensuite en Algérie fin mai, à nouveau en Espagne début juin et fin juillet.

Début juin, pour la première fois, un haut responsable espagnol rencontre les autorités sahraouies dans les camps de réfugiés, mais on ne sait rien du contenu des discussions.

Fin juillet un quotidien marocain révèle un plan espagnol d'autonomie, mollement démenti par Madrid. Début août, deuxième visite du secrétaire d'Etat espagnol León à Tindouf. L'Espagne recule, elle prétend maintenant vouloir respecter «l'essence» du plan Baker et faciliter le dialogue entre le Maroc et le Front Polisario.

La société civile espagnole se réveille, on assiste à des manifestations contre la nouvelle politique du gouvernement, plus de 200 intellectuels adressent à Zapatero une lettre en faveur des droits sahraouis. Les partis politiques prennent position contre le gouvernement.

Côté français, les pressions sur l'Algérie se sont multipliées, dans le but de ramener la question à un problème algéro-marocain. Pas moins de trois ministres gaulois se rendent en juillet à Alger.

Les USA poursuivent leur politique en dents de scie avec le Maroc. Ils proclament le royaume chérifien allié majeur non-OTAN début juin. Un mois plus tard, le roi du Maroc se rend à Washington à la recherche de soutien. En vain. Le gouvernement US veut continuer à travailler avec les Nations unies et les parties au conflit, le Maroc, l'Algérie, le Front Polisario et la Mauritanie, dans le

cadre du plan Baker. Début août, Bush ratifie l'Accord de libre échange avec le Maroc, accord qui exclut les produits en provenance du Sahara Occidental.

Que ce soit à l'occasion de la visite de Zapatero, de celle du ministre marocain de l'Intérieur ou du ministre des Affaires étrangères français, à chaque démarche diplomatique entreprise vers Alger, le gouvernement algérien réaffirme sa position ferme de soutien à l'autodétermination du peuple sahraoui. Après la deuxième visite officielle espagnole à Tindouf, Bouteflika écrit à Annan pour répéter solennellement son attachement à la légalité internationale. Début août une Semaine de solidarité avec le peuple sahraoui se déroule à Alger, donnant l'occasion aux responsables sahraouis et algériens de condamner une nouvelle fois les dérives franco-espagnoles et de mettre en avant la nécessité de l'application du plan Baker.

Beaucoup de bruit pour rien

La principale leçon de ces trois derniers mois de bataille diplomatique, c'est le très ferme soutien de l'Algérie à la légalité internationale et sa solidarité avec le peuple sahraoui. C'est la raison principale de l'échec des manœuvres franco-espagnoles.

Baker a démissionné, déçu par le Maroc qui n'a pas compris ses intentions et qui a manqué d'honnêteté et de courage politique. L'Espagne a eu les yeux plus gros que le ventre, sa volonté de rompre avec le plan Baker a tourné en eau de boudin, contestée par les partis politiques et la société civile espagnols, et confrontée sur le plan diplomatique à la fermeté des Sahraouis et de l'Algérie.

La France a échoué dans ses tentatives de réduire le problème à une question algéro-marocaine.

Les Etats-Unis ont maintenu leur position à mi-distance de l'Algérie et du Maroc, soutenant le plan Baker et le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui. Le 31 octobre se termine le mandat de la MINURSO. Il sera encore une fois prolongé.

BAKER S'EN VA

L'envoyé personnel du Secrétaire général des Nations Unies pour le Sahara Occidental, James A. Baker, a démissionné début juin. C'est le représentant spécial pour le Sahara Occidental, Alvaro de Soto, qui prendra en charge la mission Baker.

Nommé en mars 1997 par Kofi Annan pour sortir le plan de paix de l'impasse, l'ancien secrétaire d'Etat US avait pour mission de réexaminer la situation, évaluer l'applicabilité du plan de règlement et d'examiner la possibilité d'aménagements du plan, voire de proposer «d'autres moyens possibles» de résoudre le conflit.

Ses efforts avaient abouti en 1997 aux Accords de Houston, puis à des protocoles d'accords sur l'identification, qui ont permis la reprise et l'aboutissement du processus de désignation des électeurs, début 2000. En juin 2001, il a présenté le Projet d'accord-cadre, appelé Plan Baker I, qui a été remanié pour être soumis en mai 2003 aux parties sous l'appellation de Plan de paix pour l'auto-détermination du peuple du Sahara Occidental ou Plan Baker II.

Ce dernier, accepté en juillet 2003 par le Front Polisario comme base de discussion, rejeté par le Maroc près d'une année plus tard, a été entériné par le

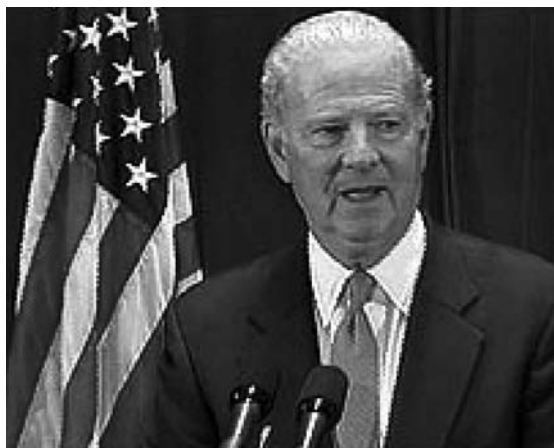
Conseil de sécurité le 29 avril 2004. Pour le gouvernement sahraoui, cette démission «représente incontestablement un revers sérieux aux efforts déployés par l'ONU durant les dernières années pour résoudre le dernier problème de décolonisation en Afrique d'une manière pacifique et juste».

Certains interprètent la démission de Baker comme une protestation contre «la position intransigeante du Maroc» et «le manque de fermeté et la faiblesse du Conseil de sécurité pour imposer ses résolutions».

Mohamed Benaïssa, ministre marocain des Affaires étrangères, qui cache à peine son soulagement, la démission de Baker est le résultat de la ténacité de la diplomatie chérifienne.

Le Quotidien madrilène La Razon voit dans cette démission un pas de plus de la politique actuelle du gouvernement Bush de rapprochement avec le Maroc.

Après avoir reconnu le Maroc comme allié privilégié hors OTAN et annoncé des manœuvres militaires conjointes au large du Sahara, la voie serait maintenant ouverte pour que les USA rejoignent la «solution politique négociée» franco-marocaine dans le respect de la souveraineté du Maroc.



REGARDS CROISES

Deux mois après sa démission, James Baker s'est exprimé longuement sur le conflit, sa mission, les causes de son échec et les perspectives d'avenir dans une interview réalisée par la chaîne américaine PBS le 18 août. Sans faire de véritables révélations, l'ancien secrétaire d'Etat James Baker, qui se dit spécialiste de la résolution des conflits, raconte son expérience de la question sahraouie. Avec un franc-parler rare chez un diplomate de haut rang, il ne cache pas combien le cynisme et le pragmatisme dominant les relations internationales. Vous trouverez ci-dessous quelques extraits significatifs de cet entretien.

Interview de James Baker par Mishal Husain

(...) Ressentez-vous que les Sahraouis ont peut-être subi une injustice ou qu'ils ont un droit à l'autodétermination ?

JAMES A. BAKER: Si vous voulez être un médiateur impartial, non partisan, vous n'abordez pas ces problèmes avec une idée préconçue. Mais il est vrai que les Sahraouis sont dans une situation très difficile, vivant dans ces camps de réfugiés, subsistant uniquement grâce à des dons d'organismes bénévoles privés. Et, bien sûr, nous cherchions à trouver une solution politique, si possible, qui assurerait l'autodétermination, comme les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU l'exigent et au moins donnerait à ces gens une chance d'exercer l'autodétermination. Quand j'ai commencé mon travail je croyais que le conflit était mûr pour une solution basée sur une autonomie, par laquelle les Marocains laisseraient les Sahraouis s'autogouverner. Le conflit serait résolu, les réfugiés des camps retourneraient dans leur territoire, et une large autonomie leur serait accordée. Pendant les sept années, j'ai travaillé dur sur ce projet. Nous n'avons pas été en mesure de le réaliser.

Pourquoi était-il si difficile à l'époque de réaliser le plébiscite ? C'était certainement la manière la plus équitable de régler le problème ; ce référendum avait été promis depuis treize ans.

JAMES A. BAKER: Il faut revenir à 1991, à l'époque de Javier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU. Il a propo-

sé quelque chose appelé Plan de règlement, que le Maroc et le POLISARIO avaient accepté. (...) Plus nous approchions du terme, plus les Marocains devenaient nerveux, craignant, je pense, qu'ils pourraient ne pas gagner ce référendum.

Est-ce que vous leur en voulez d'avoir fait échouer votre plan et vous n'êtes plus... ?



JAMES A. BAKER: Attendez une minute – maintenant vous sautez les étapes. Je parlais du vieux plan de 1991. Laissez-moi vous parler de mon plan, qui est toujours sur la table, appelé Plan de paix pour l'autodétermination du peuple du Sahara Occidental. Ce plan a modifié le plan de règlement, que le Maroc ne voulait plus et dont il refusait la mise en application de la façon prévue. Ce plan a élargi l'électorat de sorte que chacun

au Sahara Occidental aurait le droit de voter sur cette question d'autodétermination lors du référendum et pas seulement les personnes identifiées dans le recensement espagnol de 1975 ou de 1976. Et même avec cette disposition, ce nouveau plan, d'ailleurs approuvé à l'unanimité par la résolution 1495 du Conseil de sécurité, les Marocains ont conclu qu'ils n'étaient pas disposés à risquer une votation dans ces circonstances. Et, bien sûr, il a été impossible d'arriver à une solution acceptée par les deux parties. (...)

Pensez-vous qu les Marocains ont déplacé le poteau des buts dans ce conflit ?

JAMES A. BAKER: Je n'ai pas dit qu'ils ont déplacé le poteau des buts, mais ils étaient d'accord avec Javier Perez de Cuellar, l'ancien Secrétaire général des Nations unies, d'appliquer le plan de règlement qu'il avait élaboré. Et pendant 10 ou 11 années, même pendant deux ou trois ans de mon mandat, nous avons pris des mesures pour le mettre en œuvre. Et quand nous avons réussi à identifier les personnes autorisées à voter, les Marocains ont refusé le plan. Pourquoi ont-ils fait cela ? Il faut le leur demander, mais je suppose que c'était parce qu'ils craignaient de ne pas gagner la votation. (...)

Une des choses vraiment frappantes, c'est de voir à quel point la société sahraouie actuelle est évoluée. Les Sahraouis vivent dans des camps de réfugiés mais le taux d'alphabétisation est de 95%. Ils ont un gouvernement démocratique. Et le rôle des femmes est très important. (...) Est-ce que ce n'est pas une société que les Etats-Unis devraient défendre ?

JAMES A. BAKER: Il faut bien peser le pour et le contre, tenir compte de l'intérêt que nous avons à maintenir des rapports étroits avec le Maroc et, bien sûr, avec l'Algérie. Nous sommes en quelque sorte face à un dilemme. Mais

du point de vue du respect strict des droits humains et du droit des peuples à l'autodétermination, la réponse à votre question est oui. (...)

Pensez-vous que ce conflit peut avoir une solution

JAMES A. BAKER: Je pense que n'importe quel conflit comme celui-ci est soluble, s'il existe de la bonne volonté de part et d'autre, mais cela n'a pas été le cas. Si vous n'avez pas cela, si les parties ne sont pas disposées à faire preuve de la volonté politique nécessaire pour atteindre une solution, et si le Conseil de sécurité n'est pas disposé à passer du chapitre 6 – le consensus – au chapitre 7, où on peut demander aux parties, forcer les parties, l'une ou les deux, à faire quelque chose qu'elles ne veulent pas, alors je ne sais pas d'où peut venir la solution. Ce conflit ressemble au conflit arabo-israélien: deux peuples différents réclamant la même terre. L'un est très fort, il a gagné la guerre, il occupe le territoire, et l'autre est très faible. (...)

Diriez-vous qu'il y a toujours de l'espoir pour les Sahraouis ?

JAMES A. BAKER: Je pense que oui, aussi longtemps que le conflit n'est pas résolu, je pense qu'il y a de l'espoir. Je pense qu'il y a de l'espoir parce que je ne connais pas un seul pays au monde qui, au regard du droit international, de la reconnaissance internationale, admet la revendication du Maroc sur le Sahara. Le Maroc a besoin d'une légitimation internationale pour sa revendication. Et c'est pourquoi il est fortement dans l'intérêt du Maroc de trouver une solution, d'éliminer ce problème. C'est évidemment aussi dans l'intérêt de ces pauvres réfugiés sahraouis qui vivent dans le désert en Algérie dans de très, très dures conditions. (...)



MUSIQUE SAHRAOUIE

Après des concerts très remarquables en Suisse allemande cet été (Winterthur et Zürich) la chanteuse sahraouie Mariam Hassan et son groupe Leyoad seront à nouveau en Suisse en novembre pour deux concerts :

DELEMONT, le vendredi 19 novembre 2004 à 20 h 30 à la salle du Soleil.
Organisation: «Musiques d'ici et d'ailleurs» et CCRD. (Renseignements 032 422 50 22)

BERNE, le samedi 20 novembre 2004, dans le cadre de la 4^e Nuit des musiques du monde dédiée aux voix d'Afrique – de l'Afrique noire au monde arabe, Kornhausforum.
(Informations : www.musikderwelt.info)



SEJOUR D'ENFANTS SAHRAOUIES EN SUISSE

Du 2 au 23 août dernier, 15 enfants sahraouis accompagnés de 2 adultes ont passé 3 semaines de vacances en Suisse. Ce séjour a été possible grâce aux soutiens financiers du Département de l'Instruction publique de l'Etat de Genève, de la Loterie romande et de la commune de Bernex qui a également participé à l'organisation de ce séjour.

Basés à Genève, ces Sahraouis ont eu l'occasion de rencontrer des jeunes suisses et d'avoir des activités avec eux, en particulier avec ceux de l'Association PAIDOS.

Ils ont également passé une semaine en Valais, au pied des montagnes. Nous reviendrons en détail sur ces vacances dans notre prochain bulletin.

LES VISITES PAR-DESSUS LE MUR

Le HCR a organisé depuis le 5 mars dernier des visites familiales par-dessus le mur, de part et d'autre de la frontière entre les camps en Algérie et le Sahara Occidental occupé. Ainsi des Sahraouis et Sahraouies habitant au Sahara Occidental ont pu se rendre dans les camps et d'autres, vivant en exil, ont pu se rendre dans leurs familles dans les villes d'El Ayoun, Dakhla, Smara et Boujdour. 1157 personnes ont bénéficié de ce programme de visites alors que 18'000 sont sur les listes d'attente. Cette opération s'est terminée à fin août faute de nouveaux financements.

Mais ces visites étaient très contrôlées du côté marocain et les tentatives d'intimidations nombreuses. En voici 3 exemples tirés des communiqués que nous avons reçus.

27.05.04

(...) On nous signale que le militant des droits humains et ancien détenu politique Ali Salem Tamek a fait l'objet de tentatives d'intimidations de la part des autorités marocaines, qui ont essayé d'entraver sa rencontre avec les familles venues de Tindouf. Le 23 mai une voiture immatriculée 15-alif-23725 l'a suivi durant tous ses déplacements. Les familles (...) qui recevaient des visites des campements, ont aussi été importunées, d'autres menacées et humiliées. Des agents de police ont encerclé les domiciles visités par Tamek et ceux de défenseurs des droits de l'homme sahraouis. (...)

20.06.2004

Sidi Mohammed Daddach, Tamek Ali Salem et Hmad Hammad, militants des droits de l'homme sahraouis, ont été poursuivis par des voitures de l'administration marocaine à Boujdour, alors qu'ils voulaient visiter les familles venues des campements dans le cadre des visites organisées par le HCR. Les trois militants sahraouis ont affirmé que le gouverneur de la ville avait convoqué les familles accueillantes pour leur demander de ne recevoir aucun activiste sahraoui et les menacer de prison et de licenciement du travail. Les trois militants ont publié un communiqué dans lequel ils ont rappelé que les autorités marocaines surveillent de près tous les déplacements des activistes sahraouis et cherchent à empêcher tout contact avec les familles venues des campements des réfugiés, ajoutant que ces entraves à la liberté de circulation sont



très graves et ne touchent pas seulement les activistes. Ils demandent l'intervention urgente de la communauté internationale pour mettre fin à ces pratiques répétées. (...)

19.08.2004

(...) Sur la route vers Boujdour, les trois défenseurs des droits de l'homme ont été arrêtés à 3 reprises à des postes de contrôle, ils ont été enregistrés et interrogés. Il en est allé de même à l'entrée de la ville, et ils ont été suivis de près et observés par 8 voitures des différents corps de police.

Par la suite on leur a interdit de rendre visite aux réfugiés sahraouis en visite dans leurs familles d'accueil, et certaines de ces familles ont été intimidées et menacées de suites néfastes si elles autorisaient les défenseurs à rencontrer les visiteurs.

Par exemple ils citent ce qui s'est passé au domicile de M. Ahmed Abaid. La famille suite aux menaces des autorités marocaines, ne leur a pas permis d'accéder à son domicile. L'un des visiteurs des camps a alors rompu le siège pour aller saluer les activistes malgré les agents de sécurité.

Durant tous les déplacements des activistes dans la cité de Boujdour, les autorités suivaient leur voiture, intimidant chaque famille qu'ils essayent de visiter, et menaçant quiconque les laissait entrer dans sa maison.

Les voitures utilisées par les autorités pour cette surveillance sont citées, avec leur numéro d'immatriculation.

Après avoir échoué à empêcher les activistes à se déplacer, les autorités ont procédé à leur interpellation sous prétexte d'excès de vitesse. Elles ont confisqué leurs papiers.

Les 3 hommes se sont alors rendus à la résidence du gouverneur pour protester mais ils ont été arrêtés par des agents de la DST qui ont ordonné aux gardes de ne pas les laisser entrer dans la résidence. Ils s'en est suivi une querelle en pleine rue, qui a attiré l'attention des citoyens.

Ces faits sont sévèrement condamnés par les signataires du communiqué qui déplorent que la situation des droits humains se détériore au Sahara Occidental.

LA LUTTE SACREE DU PEUPLE SAHRAOUI

par Hamdi Salek Allal, 14 août 2004

Nous avons reçu ce texte d'un militant sahraoui de la première heure qui reflète les espoirs, les craintes et l'amertume que peuvent ressentir les Sahraouis d'aujourd'hui. Ce témoignage individuel mérite d'être connu.

Je me suis engagé dans la lutte de libération nationale du peuple sahraoui à un âge très jeune en 1972. A l'époque j'avais 17 ans. J'étais très jeune et je ne comprenais pas grande chose à la politique. Néanmoins j'appartenais à un groupe de lycéens qui se rencontraient et discutaient de la situation coloniale dans leur pays, le Sahara espagnol à l'époque. Ils voulaient faire quelque chose, parce qu'ils considéraient que

leur peuple était ignoré dans l'équation régionale ou mieux dit, que les pays limitrophes avaient des visées expansionnistes sur leur pays et étaient en train de préparer quelque chose dans l'ombre.

La création du Front Polisario en 1973 comme mouvement de libération et son engagement immédiat dans la lutte armée avait galvanisé l'attention de tous les jeunes sahraouis, que se soit au

Sahara Occidental ou dans les pays voisins. La conjugaison simultanée de l'action politique et militaire a donné au mouvement naissant une grande audience. Les réactions négatives des pays voisins suite à la création et au développement ultérieur de notre organisation avaient aiguisé notre sentiment nationaliste et notre acharnement dans la lutte.

Nous avons donc été, d'une manière consciente, les promoteurs de la situation qui a suivi et qui devait conduire à l'indépendance de notre pays, mais qui a aussi été détournée par la partition de notre pays entre le Maroc et la Mauritanie.



Aujourd'hui j'ai 50 ans et je ne sais grâce à quel miracle j'ai survécu à la mort pendant les dix sept années de la guerre. Plus j'ai grandi plus j'ai été convaincu de la cause dans laquelle je me suis engagé le premier jour pour des raisons plus sentimentales que politiques.

Si je ressens aujourd'hui de l'amertume et de la compassion ce ne serait certainement pas pour moi ou les longues années et les sacrifices que j'ai consentis pour cette cause, mais pour la génération des Sahraouis qui en 1975 étaient plus âgés que moi, je veux dire la génération de mes parents et grands-parents. Ils savent mieux que moi et que quiconque qu'ils avaient été agressés et victimes d'une injustice contre laquelle ils n'avaient d'autres moyens de résistance que leurs prières et le choix de

leurs descendants, la lutte armée contre les nouveaux envahisseurs.

Seuls les Sahraouis peuvent véritablement apprécier les difficultés et les souffrances qu'ils avaient à affronter pour relever des défis de survie et les succès qu'ils ont réussi à accomplir avec des résultats plus que satisfaisants. Ce passé durant lequel nous avons été sur le point de l'anéantissement total n'est pas très loin. Il existe dans nos mémoires, dans notre vie quotidienne et à travers les milliers d'orphelins, de veuves, de blessés de guerre, d'ex-prisonniers politiques et dans les souffrances que nous avons accumulées et dont nous ne pouvons nous débarrasser durant n'im-

porte quel moment de notre vie quotidienne.

La guerre nous a unis en tant que peuple. Elle a renforcé nos liens de solidarité et notre sentiment national. Ça fait déjà plus de 13 ans qu'on vit en paix, au moins ceux d'entre nous qui vivent dans les campements des réfugiés et dans les territoires libérés ou dans la diaspora sahraouie en Europe. Seuls ceux vivant directement sous l'occupation continuent à souffrir d'une politique de répression que nous seuls connaissons.

Aujourd'hui une vague d'abandon et d'oubli nous envahit. Pour certains d'entre nous la guerre est terminée, l'exil est notre demeure éternelle et le Maroc est plus l'ennemi de nos confrères dans les

territoires occupés que le nôtre dans l'exil. Ils sont les victimes quotidiennes de sa répression et de la violation de sa part des droits de l'homme les plus élémentaires.



Heureusement l'échange de visites familiales entre les campements des réfugiés et les territoires occupés nous a confirmé un sentiment que nous étions sur le point d'oublier, à savoir que nos familles demeurent divisées et que grâce à cette lutte que nous avons menée, nous avons aujourd'hui non pas le droit mais le privilège de rencontrer nos parents, pas sur un territoire neutre, mais dans notre propre pays. Ceux d'entre nous qui ont eu la chance de visiter El Ayoune, Smara, Dakhla ou Boujdour ont pu découvrir l'autre moitié de notre peuple. Pas forcément les figures les plus éminentes de la résistance pacifique tels que Mohamed Daddach ou Ali Salem Tamek ou les autres, mais leurs propres parents, leurs voisins d'antan ou simplement d'autres Sahraouis venant leur rendre visite. Le message des territoires occupés est clair. «Il ne faut pas céder, continuez votre lutte, une mort digne en exil vaut mieux que la mort lente sous l'occupation marocaine». L'unanimité des Sahraouis contre l'occupation marocaine est aujourd'hui plus forte que jamais malgré la politique d'ouverture et les apparences d'ouverture que les autorités marocaines essaient de donner dans les territoires occupés.

Le Maroc n'a pas pu gagner les cœurs des Sahraouis malgré trente années de

tentatives d'intégration et de maquillage qu'il a fait dans la zone. Le Sahara demeure une zone exclusive, une grande prison, interdite aux étrangers sauf un petit nombre bien choisi par les autorités centrales.

La résistance des Sahraouis mérite beaucoup d'estime et d'appréciation. La lutte du peuple Sahraoui est une leçon pour tous les peuples du monde. Nous Sahraouis en sommes fiers et très orgueilleux, néanmoins nous sentons que nous sommes abandonnés et oubliés par la communauté internationale. Il nous a été toujours très difficile de convaincre notre ancienne génération que dans ce monde il y a une justice, que le droit et la défense de la légalité existent aussi. Elle était très sceptique. Une prudence que les trente années d'exil et de souffrances nous ont enseignée. Nos parents ont préféré mourir les uns après les autres dans cette partie du désert parce qu'ils nous ont suivis, nous. Ils avaient cru que la communauté internationale se mettrait de leur côté pour arracher leurs droits. Ils sont morts dans l'attente de l'ange salvateur qui n'est autre que vous cher lecteur de ce papier, mais certainement pas les Nations Unies.

Nous n'avons pas de doute concernant nos droits légitimes cependant nous avons besoin de gens qui se mettent de notre côté et nous épaulent. Nous avons besoin d'une grande campagne de solidarité et médiatique internationale pour briser le silence qui entoure notre cause et dépasser la passivité ou la complicité des Nations Unies.

Les mois prochains seront décisifs pour notre cause. Faites quelque chose pour sauver les Sahraouis sinon ils seront tous enterrés dans le désert les uns après les autres. Pour vous, qui avez pu rencontrer et connaître de près les Sahraouis, leur générosité et leurs espoirs, le désert aurait certainement un coucher de soleil bien moins romantique, si on devait en arriver là.


RASEZ LES MURS

Début juillet les autorités marocaines ont procédé à la démolition du plus ancien édifice bâti du Sahara Occidental, le Fort de Dakhla, ancienne Villa Cisneros, édifié en 1884. Cet acte qualifié de barbare a été vivement dénoncé aussi bien en Espagne, où le bâtiment rappelait la grandeur coloniale passée, que chez les Sahraouis qui le considèrent comme patrimoine historique leur appartenant de plein droit. L'AFAPREDESA et l'Union des Juristes sahraouis ont été les premiers à dénoncer «cette tentative délibérée d'anéantir une partie irrécupérable de l'histoire et du patrimoine national sahraoui» et ont appelé l'UNESCO à intervenir. En Espagne un groupe «Pour la culture sahraouie» comprenant des écrivains et intellectuels a lancé une action pour sauver le fort. Le comité espagnol de ICOMOS, le Conseil International des Monuments et Sites, a relayé les protes-

tations. Si à l'origine cet imposant bâtiment a été construit à des fins militaires, il a fait la fierté des Sahraouis qui ne sont pas des bâtisseurs. Symbole de Dakhla, l'antique bâtisse a sauvé la vie d'Antoine de Saint Exupéry, qui relate dans «Terre des Hommes» comment, alors qu'il se croyait perdu dans l'immensité de sable et d'étoiles, les lumières du fort de Villa Cisneros lui avaient montré le chemin de la piste d'atterrissage.

Le Maroc pour justifier cette destruction met en avant la modernisation de la petite cité. Ce n'est qu'un prétexte. Comme l'écrit un citoyen sahraoui de Dakhla: «Il faut dire qu'au Sahara, tous les occupants, faute de pouvoir assujettir ce peuple insaisissable, s'acharnent sur le peu qu'il a: quelques amas de pierres. (une documentation plus complète est disponible sur demande)».





**Notre Comité
a toujours besoin
de votre soutien
pour poursuivre
ses actions
et son information.**

**versez vos dons
à notre ccp
12-6818-7**

ADRESSES DE NOTRE COMITÉ

Suisse romande

Comité de soutien au peuple sahraoui – Case postale 177 – 1211 Genève 8 – Tél. 022 794 06 72

Dr Jean-Claude Vautier – 1350 Orbe – Tél. 024 441 30 45

Dr Marie-Claire et Emmanuel Martinoli – Case postale 2229 – 2800 Delémont 2 – Tél. 032 422 87 17

Françoise Buchet – 2063 Fenin (NE) – Tél. 032 853 50 80

Suisse alémanique

SCHWEIZERISCHES UNTERSTÜTZUNGSKOMITEE FÜR DIE SAHRAOUI – Postfach 8205 – 3001 Bern